



La démocratie a besoin d'une presse libre, pas d'une information aux ordres

La liberté de la presse n'est pas un privilège accordé aux journalistes. C'est un droit fondamental des citoyens. Celui de connaître les faits, de comprendre le monde, de confronter les points de vue et de se forger librement une opinion. Sans information indépendante, il ne peut y avoir de véritable démocratie.

Les révélations de Mediapart sur les **pressions qui auraient été exercées sur les services de renseignement** pour attribuer à La France insoumise la responsabilité des violences du 17 octobre sont d'une extrême gravité. Si elles sont confirmées, elles révéleraient **une instrumentalisation inacceptable des moyens de l'État contre une force politique d'opposition**. Toute la lumière doit être faite sur ces accusations et sur les responsabilités éventuelles.

Ces révélations interviennent dans un climat médiatique particulièrement préoccupant. **La CGT et la CFDT de France Télévisions ont dénoncé le traitement des manifestations par le journal de 20 heures de France 2.** Des heures de mobilisation, des revendications portées par la jeunesse, des aspirations à davantage de justice sociale : tout cela s'efface derrière des images de violences répétées jusqu'à saturation. La CGT dénonce également **un montage présentant des propos de Jean-Luc Mélenchon dans un contexte susceptible d'en dénaturer le sens.**

Dans le même temps, **la journaliste Isabelle Saporta est écartée temporairement de l'antenne de LCI** après avoir vivement mis en cause le bilan de la macronie. Les circonstances de cette décision doivent être éclaircies. **La liberté de critique du pouvoir ne saurait être subordonnée au confort de ses représentants.**

Informé, ce n'est pas relayer la parole du pouvoir. Montrer les violences sans expliquer les colères, c'est priver les citoyens d'une partie de la réalité.

Nous refusons que la dénonciation légitime des violences serve à effacer les revendications sociales, à discréditer un mouvement populaire ou à désigner sans preuves des responsables politiques.

Nous refusons tout autant la mise en accusation générale des journalistes. Nombre d'entre eux accomplissent chaque jour un travail indispensable, parfois dans des conditions difficiles, pour enquêter, vérifier les faits et résister aux pressions politiques et économiques. Les révélations de Mediapart comme les prises de position syndicales à France Télévisions témoignent précisément de cette exigence professionnelle.

L'indépendance de la presse est indissociable de son pluralisme, de ses moyens et de son émancipation des puissances politiques et financières. La concentration des médias entre les mains de quelques grands groupes, la précarisation des rédactions et les pressions exercées sur les journalistes constituent autant de menaces pour le débat démocratique.

Alternative communiste demande que toute la lumière soit faite sur les accusations de pressions sur les services de renseignement, que l'indépendance des rédactions soit pleinement garantie et que le service public de l'audiovisuel dispose des moyens et des protections nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Nous exprimons notre solidarité avec les journalistes et leurs organisations syndicales qui défendent le droit à une information honnête, pluraliste et indépendante.

Une démocratie ne peut vivre durablement si la contestation sociale est réduite au désordre, si l'opposition est transformée en bouc émissaire et si l'information devient un instrument de gouvernement.

La presse doit pouvoir enquêter sur le pouvoir, le contredire et lui demander des comptes. C'est une condition de la souveraineté populaire.

Mardi 20 octobre 2026

www.alternative-communiste.fr